

LE FASCISME REVIENT-IL EN ITALIE ?

Jean-Luc POUTHIER

Les récentes élections italiennes ont vu la victoire d'une coalition de droite dont le principal parti, Fratelli d'Italia, dirigé par Giorgia Meloni, s'inscrit dans l'héritage fasciste. La forte abstention exprime une défiance de l'électorat à l'égard de la classe politique. En outre, le pays reste gangrené par les mafias. L'avenir est incertain, mais il faut compter sur la résistance des institutions italiennes, en particulier la fonction présidentielle.

« *I*l fascismo non passerà. » « Le fascisme ne passera pas. » Ce mot d'ordre, scandé à tort et à travers depuis un demi-siècle, sonnait à la fois comme un programme et comme une certitude. Le fascisme ne devait pas passer et... le fascisme est passé.

Quel fascisme ? Le 25 septembre 2022, en Italie, Giorgia Meloni, 45 ans, a mené à la victoire électorale Fratelli d'Italia (« Frères d'Italie »), le parti qu'elle avait elle-même fondé à la fin de 2012. « *Fratelli d'Italia* » sont les deux premiers mots de l'hymne national italien : c'est un peu comme si une formation politique française s'appelait « Allons enfants ». Meloni a en outre repris en emblème la flamme tricolore vert-blanc-rouge, héritée du Mouvement social italien (MSI), le parti néofasciste créé après-guerre par des fidèles de Benito Mussolini. C'est dans l'organisation de jeunesse de ce mouvement que Meloni a fait ses premières armes, adolescente, avec un bonheur qu'elle a souvent rappelé. Giorgio Almirante, chef historique du MSI, a été pour elle une sorte de maître à penser. De même qu'elle ne cachait pas à l'époque son admiration pour Mussolini, avant de

prendre quelques distances, il est vrai, avec les aspects les plus ignominieux de son régime, en particulier les lois raciales.

L'essence du fascisme mussolinien

Il n'est guère hasardeux de déduire de toutes ces annonces que le nationalisme est d'abord ce qui mobilise les militants et électeurs de Fratelli d'Italia. Sans évoquer un éventuel « *Italexit* », Meloni, députée européenne, veut affirmer davantage la souveraineté ita-

« **Le nationalisme mobilise les militants et électeurs de Fratelli d'Italia** »

lienne au sein de l'Union, ce qui laisse d'ores et déjà présager un refroidissement des relations avec la France. Dans les années récentes, le nationalisme

a été identifié par les historiens comme le noyau dur des divers mouvements fascistes nés un peu partout dans le monde au XX^e siècle. Roger Griffin évoque une « forme palingénésique d'ultra-nationalisme populiste¹ ». En ce sens, Meloni est bien fasciste.

L'approche est un peu différente lorsqu'il est question de projet politique. Mussolini, présenté parfois à tort comme opportuniste et pragmatique, avait exposé, le 21 juin 1925, à l'Augusteo de Rome, à l'occasion du Congrès du Parti fasciste, un dessein cohérent qu'il s'est efforcé ensuite de mettre en œuvre : « Il est fini, *avait-il proclamé*, le temps des petits Italiens, qui avaient mille opinions sans en avoir aucune. Nous avons porté la lutte sur un terrain si dégagé qu'il faut non seulement être désormais avec nous ou contre nous, mais que nous imposerons encore avec toujours plus de férocité ce qui a été appelé notre féroce volonté totalitaire [...]. Nous voulons fasciser la nation, de telle sorte qu'italien et fasciste, comme il y a peu encore italien et catholique, soient une seule et même chose. »

L'essence du fascisme mélonien

Pas loin d'un siècle plus tard, le 19 octobre 2019, toujours à Rome, place Saint-Jean-de-Latran (autrefois haut lieu des manifesta-

1. R. Griffin, *Fascism*, Oxford Readers, 2018 ; voir aussi Federico Finchelstein, *From Fascism to Populism in History*, University of California Press, 2019.

tions du Parti communiste), lors d'un rassemblement de l'ensemble des droites italiennes, Meloni a eu, à son tour, l'occasion de définir, contre la gauche, son ambition politique : « La famille est leur ennemi, l'identité nationale est leur ennemie, l'identité de genre est leur ennemie, *s'est-elle exclamée*. Ils veulent que nous devenions parent 1, parent 2, parents LGBT, citoyen X, des codes. Mais nous ne sommes pas des codes ! Nous sommes des personnes, nous défendrons notre identité ! Je suis Giorgia ! Je suis une femme ! Je suis une mère ! Je suis italienne et je suis chrétienne, vous ne me l'enlèverez jamais ! »

« Dieu, famille, patrie ! » Son slogan, fleurant bon les années 1930, est emprunté au brésilien Jair Bolsonaro. Quant à la référence chrétienne, elle n'est apparue que peu à peu chez Meloni, peut-être au contact de la droite religieuse américaine² : elle a rencontré à maintes reprises Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump. Même si elle a affirmé ne pas vouloir criminaliser à nouveau l'interruption de grossesse, elle souhaite que soient proposées d'autres options aux femmes qui hésitent à avorter. Et, pour ce qui est du discours anti-immigrés et antimusulman, il est commun à Fratelli d'Italia et à La Ligue (l'ancienne Ligue du Nord) du populiste Matteo Salvini. Les années passent et l'Italie, il est vrai, reste le premier pays en Europe à faire face à l'arrivée de migrants qui traversent la Méditerranée, sans que ses partenaires ne songent à lui apporter une aide quelconque.

La cheffe des Fratelli d'Italia aura-t-elle la possibilité de mettre en œuvre l'ensemble de son programme (souveraineté en Europe, lutte contre l'immigration, dénonciation de la « pensée unique » des LGBT, révision constitutionnelle pour élire le président de la République au suffrage universel) ? Elle a certes acquis une expérience de ministre (de la Jeunesse) sous Silvio Berlusconi, entre 2008 et 2011. Repérée et propulsée par l'homme d'affaires devenu président du Conseil, elle avait alors su modérer son discours. Sans doute avait-elle aussi retenu les leçons de Gianfranco Fini, ancien secrétaire d'Almirante, qui avait transformé le MSI en Alleanza nazionale pour les élections de 1994. Avec un score de 15 % des voix (déjà !), il était devenu un partenaire obligé de la coalition de droite menée par Berlusconi et avait peu à peu gommé les survivances les plus controversées de son héritage fasciste.

2. La Conférence épiscopale italienne a observé un silence assourdissant pendant la campagne électorale et une fois connu le résultat du vote.

Meloni a transformé l'essai de Fini, avec un discours sensiblement plus radical. Il convient toutefois de relativiser un peu ce succès. L'abstention a été la plus forte de l'histoire de la République italienne.

« **Meloni vient d'une idéologie dont l'histoire a montré qu'il est difficile de se débarrasser** »

Dans un pays où la mobilisation électorale a longtemps été exceptionnelle, 64 % seulement des électeurs se sont rendus aux urnes, contre 73 % pour les mêmes élections législatives de 2018. En outre, la loi électorale adoptée en 2017 à l'initiative du Parti démocrate (de centre gauche) est une combinaison quasi incompréhensible de scrutin proportionnel et majoritaire, qui donne une prime importante aux coalitions déclarées. Le but recherché est l'émergence de majorités claires. Et c'est là que le bât blesse. La gauche, partie en ordre dispersé, s'est prise à son propre piège. En face, 44 % des voix assurent une majorité numérique en apparence solide à la droite et à l'extrême droite, à la Chambre des députés et au Sénat ; mais, encore une fois, il s'agit d'une coalition. Si 26 % des électeurs ont choisi Fratelli d'Italia le 25 septembre 2022, cette formation devra composer avec les derniers fidèles d'un Berlusconi momifié qui n'en finit pas de finir sa course (avec 8 % des voix pour Forza Italia), et avec les aigreur d'un imprévisible Salvini, dont la Ligue a obtenu 9 % des suffrages, contre 34 % aux élections européennes de 2019. Une déconfiture ! La pratique du « transformisme » (*trasformismo*), toujours à l'œuvre en Italie, continue à faire et défaire les coalitions ou les majorités³. Et puis, si tant d'Italiens ont choisi Meloni, c'est aussi parce qu'elle avait eu l'habileté d'être dans l'opposition à tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 2012 et de tenir cette position en dépit d'un démarrage poussif de 2 % aux législatives de 2013. Son tour est venu d'incarner l'« antisystème ». L'expérience du Mouvement cinq étoiles (Movimento 5 Stelle ou M5S), antisystème s'il en fut, vainqueur des élections de 2018 (avec 33 % des voix) et qui vient de diviser son score par deux (15 %), après avoir participé à diverses combinaisons parlementaires, montre que le système en question digère les partis qui le contestent. Il n'en reste pas moins que Meloni vient d'une idéologie et d'une mouvance dont l'histoire a montré qu'il est difficile de se débarrasser, une fois qu'elles

3. Pratique politique impulsée à la fin du XIX^e siècle par des présidents libéraux du Conseil, qui consiste à recomposer les majorités, en cours de législature, par des débauchages et des compromis de toutes sortes.

avaient conquis le pouvoir. Après tout, Mussolini était loin d'avoir une majorité lorsqu'il a été nommé président du Conseil par le roi Emmanuel III, en octobre 1922. En ce sens, le débat sémantique sur le fascisme garde pertinence et utilité⁴.

Des amortisseurs en bon État

La comparaison avec 1922 a certes ses limites. À l'instar des autres démocraties européennes, la République italienne possède des institutions susceptibles d'amortir les coups de tabac électoraux. Opinion publique, médias (même si Berlusconi avait un temps sur eux un quasi-monopole), associations et syndicats. Et aussi – et cela est peu connu de ce côté-ci des Alpes – un personnage très loin d'être une potiche : le président de la République.

Les Italiens l'appellent l'accordéon. Il est replié et discret, quand tout va bien. Il se manifeste, quand cela va mal. L'article 83 de la Constitution de 1948 stipule qu'il est élu pour un mandat de sept ans au suffrage indirect et secret, par un collège électoral composé des membres des deux chambres du Parlement, auxquels s'ajoutent des délégués en provenance des vingt régions d'Italie. Dès que ce millier de personnes est réuni, les coups bas se déchainent et, au bout d'un temps plus ou moins long, est élue une personnalité qui révèle en général très vite des qualités d'homme d'État et devient une sorte de père de la nation. Faute d'accord sur un successeur, Sergio Mattarella a ainsi été réélu Président en janvier 2022. Commentant cet événement, le correspondant du *Monde* à Rome, Jérôme Gautheret, écrivait : « Par une sorte de miracle répétant les conclaves de la Rome des papes, le système électoral le plus opaque qui soit a accouché d'une décision quasi incontestée. N'ayant été choisi par personne – ou presque –, Sergio Mattarella a été investi, en un rien de temps, comme le Président de tous. »

Les pouvoirs du président de la République apparaissent à première vue limités. Il est le garant de l'unité nationale et doit veiller au respect des lois et de la Constitution. L'inauguration des chrysanthèmes, en somme. Et puis, c'est lui qui nomme à sa discrétion le chef du gouverne-

4. L'historien Claudio Vercelli a évoqué à ce sujet un « néofascisme gris ». Voir l'entretien qu'il a accordé à Irene Nanni pour *Le grand continent*, « Le fascisme est-il de retour ? », 23 décembre 2021 (sur <https://legrandcontinent.eu/fr/>).

ment, après avoir procédé à de longues consultations et en respectant le suffrage populaire. Ensuite, le chef du gouvernement lui présente une liste de ministres, qui sont nommés par lui aussi et sur les noms desquels il peut émettre des réserves.

« Depuis 1948, les présidents de la République italienne ont joué un rôle de garant et d'arbitre »

Là, ses pouvoirs non écrits sont beaucoup plus larges qu'il n'y paraît. Sabino Cassese, grand juriste italien et ancien membre

de la Cour constitutionnelle, a recensé de nombreux cas où les Présidents, depuis les années 1960, ont donné au président du Conseil désigné des instructions souvent fermes pour le choix des ministres⁵. Cela concerne avant tout, pour les ministres en question, le respect de la Constitution et des engagements internationaux de l'Italie (au premier chef, l'Europe). Lors de la formation du premier gouvernement Berlusconi, en mai 1994, le président Oscar Luigi Scalfaro lui avait transmis des indications précises sur le choix des ministres : « Ceux auxquels vous confierez des responsabilités liées à la politique extérieure devront assurer une pleine fidélité aux alliances, à la politique d'unité européenne, à la politique de paix. » Mais aussi : « Celui qui sera en charge du ministère de l'Intérieur ne devra pas afficher des positions politiques contraires aux principes de liberté et d'égalité, ainsi qu'au principe de l'Italie "une et indivisible"⁶. » Et enfin : « Le gouvernement que vous vous attachez à former devra respecter le principe de la solidarité sociale. » En avril 2018, au moment de la formation du gouvernement populiste antisystème issu des élections qui venaient d'avoir lieu, Mattarella a récusé, pour le poste de ministre de l'Économie, une personnalité qui avait échaudé un plan de sortie de l'Italie de l'euro.

Depuis 1948, les présidents de la République italienne ont joué (à quelques rares exceptions près) ce rôle de garant et d'arbitre. Au cours des dernières décennies, cela leur a permis à quelques occasions de prendre dans l'ombre des initiatives pour éloigner du pouvoir des personnages devenus encombrants. À l'automne 2011, les décisions erratiques de Berlusconi étaient près de précipiter l'Italie dans une crise financière. La puissante dyade « Europe et marchés » envoyait quelques signes d'inquiétude. Le président Giorgio Napolitano a

5. S. Cassese, *Il buon governo. L'età dei doveri*, Mondadori, 2020.

6. La Ligue du Nord, sécessionniste, faisait partie de la coalition berlusconienne.

réussi à obtenir le départ de Berlusconi et a nommé à sa place un économiste de bonne réputation, Mario Monti, professeur à la prestigieuse université Bocconi de Milan. Un gouvernement de « techniciens », donc... Dix ans plus tard, les querelles sur la répartition de la manne européenne post-Covid (l'Italie en a été la première bénéficiaire, avec 209 milliards d'euros !) entraînent la chute du gouvernement de Giuseppe Conte, un avocat quasi inconnu en 2018 quand le M5S, vainqueur des élections, avait réussi à l'imposer comme président du Conseil. Pourtant, face à la crise sanitaire, Conte a montré de réelles qualités de gouvernant et de négociateur, et l'opinion lui en a été reconnaissante. En juillet 2020, il fait un retour triomphal de Bruxelles à Rome avec le pactole, mais la roche Tarpéienne est toujours proche : il tombe en janvier 2021. Le président Mattarella, inquiet d'une crise qui survient au plus mauvais moment, manœuvre avec habileté pour confier les commandes à Mario Draghi, ancien gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE). Celui-ci constitue un gouvernement d'union nationale, « technique », avec la seule opposition de Meloni. En dépit d'un sans-faute, Draghi voit vite les *combinazioni* parlementaires saper sa majorité. Pendant l'été 2022, Mattarella refuse une première fois sa démission, avant de l'accepter, de dissoudre le Parlement et de convoquer des élections pour le 25 septembre.

Le grand historien Luciano Canfora, ancien communiste, amateur de polémiques, a publié un pamphlet, *La democrazia dei signeurs*, dans lequel il dénonce avec brio cette dérive institutionnelle, contraire selon lui à la lettre et à l'esprit de la Constitution de 1948⁷. Ce qui n'a pas empêché Mattarella, poussé par les parlementaires, de se succéder à lui-même, alors qu'il avait déjà fait ses valises et préparé le lieu de sa retraite... Cincinnatus du XXI^e siècle, il est devenu, comme nombre de ses prédécesseurs, une sorte de père de la patrie, protecteur et rassurant.

Il convient enfin de mentionner un autre garde-fou institutionnel, le Conseil constitutionnel, qui veille au respect de la constitutionnalité des lois et dont les présidents sont des personnalités respectées.

7. L. Canfora, *La democrazia dei signori*, Laterza, 2022 (inédit en français). Ce titre pourrait aussi être traduit par « La démocratie de ces messieurs ».

Gouverner, pour quoi, pour qui...

La coalition de droite devra tenir compte, dans sa politique future, de ce contexte institutionnel, à moins de vouloir ouvrir une crise politique majeure. Elle devra aussi affronter des difficultés structurelles, qui rendent chaque jour plus difficile la vie des Italiens.

Le montant de la dette, bien sûr, et les difficultés financières viennent en tête : ce sont toutefois des questions de dimension européenne. Un problème, plus spécifique et trop peu évoqué, est celui de

« *L'Italie est plus que jamais coupée en deux* »

la population. La pandémie a accéléré le déclin démographique de l'Italie, qui compte aujourd'hui moins de 59 millions

d'habitants. En 2021, les naissances ont été au nombre de 400 000 (deux fois moins que la France) et les décès de 746 000. « La beauté d'une famille riche en enfants risque de devenir une utopie », a regretté en mai 2022 le pape François, tandis que le président du Forum national des associations pour la famille, Gigi de Paolo, avertissait que « si rien n'est fait, le PIB s'effondrera et notre système d'État providence et de retraites avec lui ». Et il ajoutait : « Nous deviendrons un pays pauvre. »

Le discours de Meloni et de Salvini sur la famille et sur l'immigration évoque de manière subliminale cet effondrement démographique, dans une nation qui connaissait, il n'y a pas si longtemps encore, une vitalité telle que des millions d'Italiens avaient été contraints de quitter la péninsule pour gagner d'autres horizons. Il est difficile de se représenter, de ce côté-ci des Alpes, le traumatisme qu'a été la crise sanitaire dans le nord de l'Italie. Tous ces morts, *nonni* et *nonne* (« grands-parents ») la plupart du temps, évacués loin de leur famille vers des chambres frigorifiques, dans des sacs en plastique, par des camions militaires : c'étaient des images insupportables. À l'été 2020, la tristesse et le désarroi se lisaient physiquement sur les visages des habitants de ces régions. Le déni et l'oubli hâtif de ces événements par la classe politique, comme partout ailleurs en Europe, sont sans doute deux des causes des choix électoraux du 25 septembre 2022.

Une autre leçon du scrutin est donnée par la carte du vote. L'Italie est plus que jamais coupée en deux. Rome et le Nord se sont prononcés pour la droite, et donc pour Fratelli d'Italia, même si le

Parti démocrate (19 %, contre 23 % en 2018) résiste tant bien que mal dans ses bastions de Toscane et d'Émilie-Romagne. La Ligue rétrécie ne reste influente que dans ses terres traditionnelles de Lombardie et de Vénétie. Surtout, le Sud a plébiscité le M5S, protestataire, qui a fait campagne en particulier sur le maintien du « revenu de citoyenneté » (une sorte de RSA), institué en 2019 à son initiative et très contesté depuis.

« Il serait sans doute utile de s'intéresser au rôle des diverses mafias dans cette évolution inquiétante »

Cette fracture électorale remet au premier plan la question du Mezzogiorno. Un historien et un juriste de renom, Ernesto Galli della Loggia et Aldo Schiavone, le premier situé plutôt au centre droit, le second au centre gauche, las d'être perçus comme des intellectuels en chambre, ont publié en 2021 une enquête de terrain sur les réalités sociales, économiques et politiques de l'Italie méridionale⁸. Leur récit est effarant. En dépit des sommes considérables consacrées par l'Italie et l'Europe au développement du Sud, ces régions restent marquées par la pauvreté et l'incurie. Les auteurs ne masquent pas les responsabilités locales : accuser le Nord de tous les maux d'un Sud riche et envié avant l'unité de l'Italie est un réflexe bien ancré. Ils sont sans complaisance envers un clientélisme accepté, assumé (« Parce que ça nous plaît comme ça ! »), à l'origine d'un « système social extralégal » qui a permis, à la faveur de la régionalisation, la mainmise du crime organisé sur la vie publique (Camorra à Naples, 'Ndrangheta en Calabre, mafia en Sicile). À Lamezia Terme, en Calabre, le contrôle de la 'Ndrangheta sur l'hôpital était arrivé à un point tel que ses hommes possédaient les clés des divers départements où ils entraient selon leur bon plaisir.

Conséquences de cette situation : une fuite des élites, une économie à l'arrêt, des investissements d'État qui ont débouché sur une « industrialisation sans développement ». Face à un tel désastre, Schiavone et Galli della Loggia pointent surtout du doigt la responsabilité de l'État central, son indifférence, le seul souci clientéliste des formations politiques. Ils en appellent à une action massive de Rome et du Nord industriel, quitte à revenir sur la décentralisation. Faute de quoi, c'est l'Italie tout entière qui sera un jour submergée par le délitement du Mezzogiorno.

8. Ernesto Galli della Loggia et Aldo Schiavone, *Una profezia per l'Italia. Ritorno al Sud*, Mondadori, 2021.

Le nouveau gouvernement issu des urnes sera-t-il en mesure d'entreprendre une telle politique ? Rien n'est moins sûr. Une plaisanterie de plus ou moins bon goût avait cours jadis en Italie. « Savez-vous pourquoi Mussolini a réussi dans la lutte contre la mafia ? Parce qu'avec lui, la mafia était au pouvoir... » Au début des années 1990, les enquêtes « mains propres » des juges anticorruption ont fait exploser un système de partis politiques qui vivait largement de ces fraudes. À la corruption jamais tout à fait éradiquée s'ajoute aujourd'hui la menace publique du crime organisé sur la vie démocratique. Les causes de ce qu'il est convenu d'appeler la crise des démocraties ont plutôt été recherchées du côté des populismes, du rejet des élites et de la classe politique, des insuffisances du principe représentatif. Il serait sans doute utile, à partir du cas italien, de s'intéresser aussi au rôle des diverses mafias dans cette évolution inquiétante. Faute de quoi, il deviendra de plus en plus difficile de distinguer les États dans l'État de l'État tout court.

Jean-Luc POUTHIER



Retrouvez le dossier « **Italie** »
sur www.revue-etudes.com